

Amazonie équatorienne

ALLIANCE des peuples indiens en RESISTANCE face à la menace imminente du 10e appel d'offre pétrolier

5 mars 2011, Amazonie équatorienne : 6 nationalités et de 10 communautés indigènes se réunissent pour s'opposer à l'extension de la frontière pétrolière sur leurs territoires ancestraux, un "octroi unilatéral" de concessions du Gouvernement équatorien présidé par Rafael Correa; ce qui menace directement plus de 1,5 millions d'hectares de forêt.

Ils se déclarent "en résistance" face au 10e appel d'offre pétrolier, projet de mort et de destruction de la nature et des droits des Peuples indigènes du centre-sud de l'Amazonie. Un projet qui entre en contradiction avec la Constitution équatorienne garantissant le consentement libre et préalable des peuples et nationalités indigènes sur leurs territoires.

Ils proposent une voie de résistance pacifique pour la défense des droits territoriaux collectifs, afin que leurs Territoires ancestraux, libres de toute exploitation pétrolière, soient déclarés **patrimoine de cultures et forêts vivantes - Kawsay Sacha** que l'on peut appeler *Frontière de Vie*.

Ils proposent aussi que les indicateurs de richesse du plan *Sumak Kawsay* servent de socle au "Buen Vivir" - le Bien Vivre en harmonie - qui leur est propre.



Mots clés: pétrole, amazonie, Equateur, peuples autochtones, droits territoriaux collectifs, Bien Vivre, droit de la nature.

Déclaration des Peuples et Nationalités en résistance

Déclaration, Puyo (Equateur), le 5 mars 2011

Déclaration des Peuples et Nationalités en résistance

face au

dixième appel d'offre pétrolier de l'État équatorien

dans le centre-sud de l'Amazonie équatorienne

Nous, **Peuples et Nations amazoniennes en résistance**,

- **face au projet de réorganisation de la zone incluse dans le Bloc 10**, dit « AGIP », dans le cadre du 10e appel d'offre pétrolier des blocs 10 et 23 que nous considérons comme un projet de mort et de destruction de la nature et des droits des Peuples et Nationalités indigènes du centre-sud de la région amazonienne ;

- **face à l'octroi unilatéral de cette zone située au cœur des territoires ancestraux** des Nations indigènes d'Amazonie à l'entreprise canadienne IVANHEO, concession cédée par l'actuel Gouvernement équatorien présidé par Rafael Correa ;

- **et face à l'élargissement du territoire du Bloc 10 octroyé à l'entreprise italienne AGIP**, sans le consentement libre et préalable des propriétaires de ces territoires ancestraux,

Nous convenons :

- **de réunir**, le samedi 5 mars 2011, les Peuples et Nations constituant le socle de l'Amazonie équatorienne : Sarayaku, Pakayaku, Rukullakta, Tzawata, Huituk, Palimbe (Canelos), Shiwiar, Shuar, Zapara, NAE (Nations Achar d'Équateur), ainsi que la CONFENIAE et la CONAIE, à fins de débat et d'analyse avant adoption d'une position commune concernant le dixième appel d'offres pétrolier, et de création de ***l'Alliance des Peuples et Nationalités en Résistance*** ;

- **que les Territoires ancestraux soient déclarés exempts de toute exploitation pétrolière**, en tant que patrimoine ***des cultures et forêts vivantes*** (Kawsay Sacha – *Frontière de Vie*). Que les indicateurs de richesse du plan Sumak Kawsay (le concept du Bien Vivre en harmonie) servent de socle au Buen Vivir qui est nôtre, dont la déclaration sera proposée à l'approbation, puis soumise à l'ordre du jour des organisations provinciales ainsi que de la CONFENIAE, la CONAIE et la COICA ;

- **que les communautés nationale et internationale valident la proposition du Kawsay Sacha** (Frontière de Vie), basée sur les principes de chacune des nationalités

amazoniennes, en tant que voie de résistance pacifique pour la défense des droits territoriaux collectifs ;

- que les communautés affectées par la prospection ou l'exploitation pétrolières bénéficient de l'appui de *l'Alliance des Peuples et Nations en Résistance* afin d'obtenir des accords dignes et justes, respectueux des droits des Peuples et Nationalités indigènes, encadrés par les conventions internationales pertinentes et par la Constitution en vigueur ;

- Que, face aux nouvelles séries d'appels d'offres pétroliers dans le nord et le centre-sud de l'Amazonie, soit formé un *Front des Peuples et Nations d'Amazonie en Résistance* pour la défense des droits de la Nature, des droits de l'Homme, des droits territoriaux et collectifs, basés sur les principes philosophiques propres à ces peuples et nations, sur la cosmovision et les connaissances ancestrales de la véritable vie en harmonie du *Sumak Kawsay en Forêt vivante (Kawsak Sacha)* ;

- que les Peuples et Nations en résistance déclarent renforcer leur unité pour la défense de leurs territoires, au nom de la Vie.

Signataires de la déclaration, établie à Puyo, le 5 mars 2011 :

Holger Cisneros, Président du Peuple Kichwa de Sarayaku

Rene Chimbo, Kuraka du Peuple Kichwa de Rukullakta

Dario Jaramillo, Président du Peuple Huito

Fidel Ruíz, Dirigeant du territoire Zapara

Ricardo Tsamarin, Délégué Achuar

Modesto Alvarado, Dirigeant Tzawata

Ruben Mayancha, Association Palati Churicuna

Manuel Chuinda, Président de la Confeniae

Alfredo Gualinga, Président Shiwiar

Marlon Santi, Président de la Conaie

Anibal Ordoñez, Président Etsa

Camilo Gayas, Président de Pakayaku

Carlos Mashu, Délégué Curaray

Mirian Cisneros, Président de Comnap

Comprendre le contexte de l'économie pétrolière en Equateur

En Equateur, le gouvernement de l'actuel président Rafael Correa annonce une augmentation de l'extraction pétrolière d'ici 2014.

L'Equateur s'est fixé un objectif de volume d'extraction de 600 000 barils de pétrole/jour d'ici 3 ans, en accord avec le plan quinquenal 2014 et à travers l'optimisation des gisements actuels, l'exploration de nouveaux gisements et la mise en concession de nouveaux champs pétroliers. Plan de perforation de 60 nouveaux puits. (Source : *El Telegrafo* mars 2011: déclaration de Wilson Pastor, Ministre des ressources naturelles non renouvelables). Actuellement, l'extraction est estimée selon les sources entre 470 et 508 000 barils/jour avec un pic de production en 2003 de 538 000 barils/jour.

Les prochains appels d'offres pétroliers menacent directement plus de 1,5 millions d'hectares et impact de nombreux Peuples et Nationalités indigènes du Centre-Sud de l'Amazonie équatorienne

En 2011, les appels d'offres pétroliers vont avoir lieu en deux vagues: la **vague du 1er juin 2011** sur 8 champs marginaux de faible production - *Chanangue, Ocana, Araza* - et la **vague du 1er octobre 2011**, sur 12 blocs de 200 mille hectares chacun - *Pastaza et Morona Santiago* -.

La seconde vague concerne plusieurs millions d'hectares de forêt primaire, bassin de mégabiodiversité et territoires ancestraux des peuples et nationalités indigènes du centre sud de l'Amazonie équatorienne.

Les 8 blocs n° 30, 32, 33, 34, 35, 36, 37 et 38 totalisent une surface de 1,37 million d'hectares de forêt et affectent de nombreux Peuples et Nationalités indigènes parmi lesquelles les Achuar, Andoas, Zapara, Kichwa, Shiwiar. Cette surface représente plus de 76% de leurs territoires. L'élargissement du bloc 10 impacte directement 179 450 hectares et affecte les Peuples et Nationalités Achuar, Kichwa et Shuar.

Les nouvelles lois sur les mines et hydrocarbures ne respectent pas les acquis de la nouvelle constitution équatorienne

En 2008, l'Equateur a adopté une nouvelle constitution. L'Art 57 précise que les communautés, les peuples et nationalités indigènes doivent "être consultés avant l'adoption d'une mesure législative qui pourrait affecter leur droits collectifs". En accord également, avec la déclaration de ONU sur les droits des populations indigènes, celles-ci doivent être préalablement consultées, au cas où une activité serait susceptible d'affecter l'usage de leurs droits.

Une forte dépendance de l'économie équatorienne face au pétrole

Depuis les années 80, plus de 5 millions d'hectares de forêt amazonienne sont découpés en blocs de 200 000 ha et concédés aux multinationales pétrolières. L'industrie pétrolière génère 22,2% du PIB, 63,1% des exportations et 46,6% du Budget Général de l'État (Sources. 2008). Mais ces revenus sont mal redistribués et l'exploitation des gisements provoque un désastre environnemental qui compromet l'avenir du pays. (Source « l'Etat du monde 2001 », Etudes PNUD : environ 70% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. La teneur en pétrole des fleuves atteint des seuils 200 à 300 fois plus importants que la limite établie pour la consommation humaine. Les

hydrocarbures et les métaux lourds sont des agents cancérogènes qui s'accumulent dans les tissus de poissons comestibles ingérés par les humains.)

Une vision stratégique à court terme

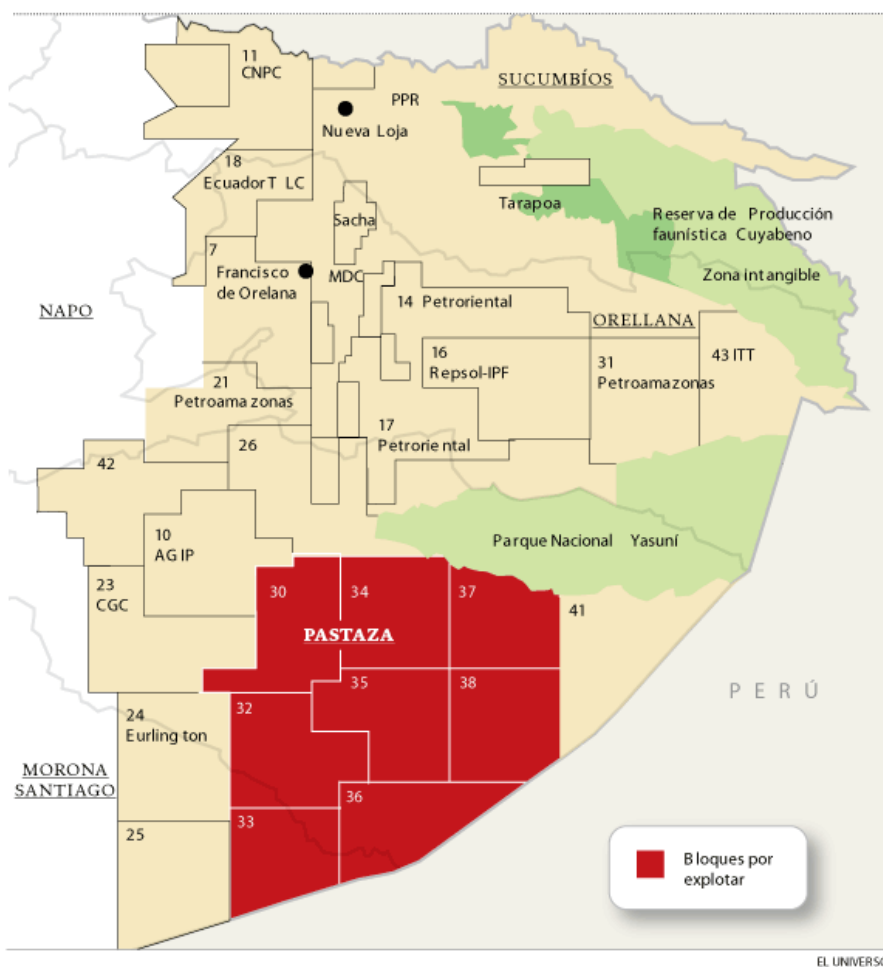
Selon les experts, les réserves en pétrole de l'Equateur sont évaluées à 4,5 millions de barrils soit 30 ans de réserves. De plus, en raison d'un manque d'outils de raffinage suffisant, l'Equateur importe d'énorme quantité de dérivés du pétrole. Pour l'Equateur, il serait donc d'une impérieuse nécessité de construire peu à peu un nouveau modèle économique post-pétrolier et post-extractiviste, notamment en transformant sa matrice énergétique et en réduisant sa forte dépendance au pétrole et à ses dérivés.

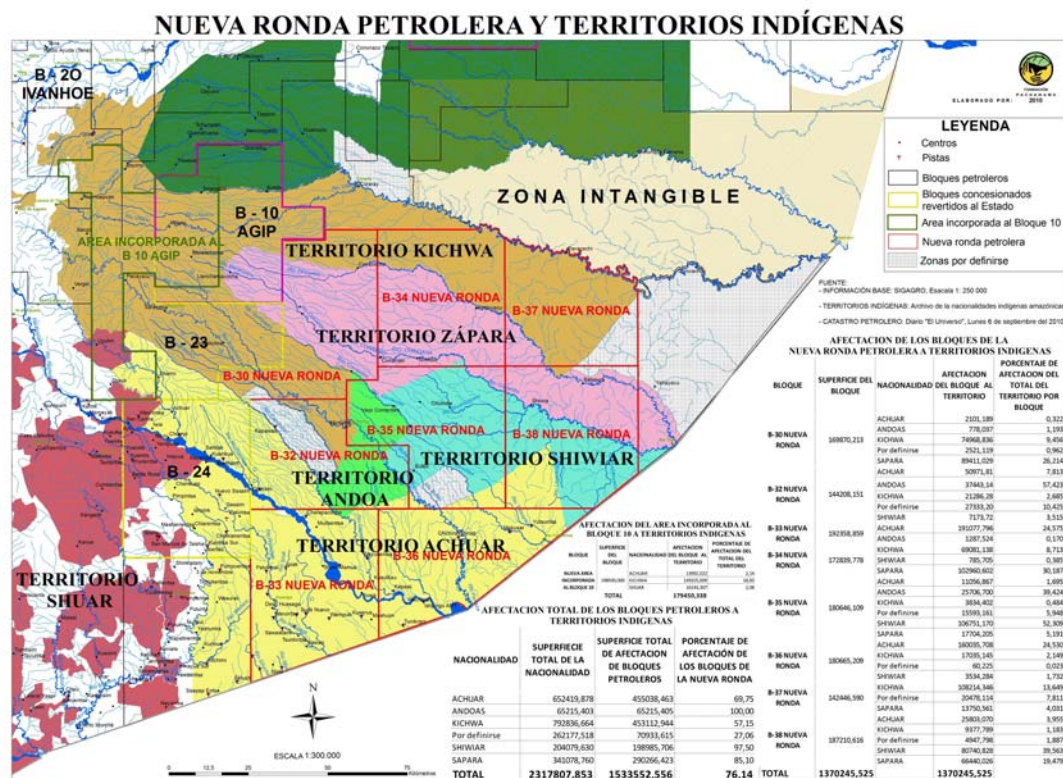
Il y a une véritable logique de dilapidation des réserves pétrolières et des revenus générés par l'exportation des hydrocarbures responsables d'une dégradation de la nature et des communautés indiennes.

Les ambiguïtés et les espoirs d'un « modèle post-pétrolier » en marche...

Depuis 2008, le gouvernement équatorien appelle à une coresponsabilité financière internationale pour compenser la non-exploitation pétrolière du bloc ITT-Yasuni. Mais, en 2010, parallèlement à cette initiative exemplaire, il ouvre par ailleurs une nouvelle vague de concessions qui menace plus de 1,5 millions d'hectares de forêt primaire dans le Centre-Sud de l'Amazonie équatorienne!

Mapa catastral petrolero ecuatoriano





Contact Presse France :

Paroles de Nature
 Corinne Arnould
presse@parolesdenature.org
 06 17 81 37 81
www.parolesdenature.org
www.frontieredevie.org

